serons pas moins toujours prêts à faire tout ce qui dépendra de nous pour faciliter les délibérations, car nous sommes loin de vouloir mettre nos collègues dans l'embarras en leur parlant une langue qui ne leur est pas familière.

Je le répète; dans la composition du cabinet, on n'a pas donné au Sénat la juste part à laquelle il a droit dans la distribution des portefeuilles. Je regrette, Messieurs, que l'acte du gouvernement actuel, en se constituant comme il l'a fait, tende à diminuer la force du principe conservateur dans ce pays et à neutraliser par conséquent les intentions du gouvernement impérial qui n'étaient autres que le maintien dans le Canada du principe conservateur. (*Ecoutez! Ecoutez!*)

Dans l'ancienne administration conservatrice, il y avait au moins trois membres du cabinet qui siégeaient au Sénat et le gouvernement libéral de M. MacKenzie en comptait deux, dont l'un a toujours été un canadien-français. (*Ecoutez!*) Il y a, je le reconnais, un grand avantage pour nous à ce que notre président fasse partie du ministère, mais je pense que le gouvernement eût trouvé facile de nous donner un autre ministre, ce qui eût ajouté de la force aux principes que nous représentons. En s'adjoignant notre président, le ministère a évidemment voulu reconnaître les services qu'il a rendus lorsqu'il s'est fait l'avocat d'une politique protectionniste pour le Dominion, et c'est là un acte dont je ne puis que féliciter le gouvernement."

Ici M. Trudel démontre que, dans la métropole, la coutume a toujours été de prendre la moitié et souvent plus de la moitié des ministres à la chambre des Lords. Le premier ministre actuel, Lord Beaconsfield a déjà exprimé l'opinion que le ministère devait se composer également de membres pris dans les deux Chambres; et c'est ainsi qu'il a formé son administration qui se compose de six ministres choisis à la Chambre des Lords et de six autres choisis aux Communes.

M. Trudel cite ensuite des autorités pour prouver la thèse du noble lord et la convenance de s'y conformer. Ces autorités établissent que le ministère n'est autre chose qu'un comité du Parlement. Puis M. Trudel continue comme suit :

" Dans un pays comme le nôtre, où il y a deux nationalités en présence, est-il constitutionnel de former ce grand comité qui s'appelle un ministère sans que chacune d'elles ait au moins un représentant choisi parmi les membres du Sénat? Je ne prétends pas que l'administration actuelle soit plus fautive à cet égard qu'aucune de celles qui l'ont précédée; la faute en est plutôt à nous qu'aux ministres, à nous qui avons, depuis des années, laissé passer plus d'une fois, sans un mot de protestation, tout ce qui s'est fait contre le corps sénatorial.

Il est de mode aujourd'hui d'amoindrir l'importance du Sénat. S'il ne se charge pas de défendre lui-même sa cause,